

**SIG L-R : Systèmes d'Information Géographique en Languedoc-Roussillon
AMO « Infrastructure de Données Géographiques »
Phase 1 : état des lieux et synthèse opérationnelle**

Compte-rendu de la réunion du 15/03/2010 à Lattes (Safer)

Référence :	SIGLR_AMO_IDG_DIVERS_v0.1.doc	
Date de création :	19 mars 2010	
Rédacteur :	Matthieu NOUCHER (IETI Consultants)	
Destinataires :	Participants à la réunion pour validation. Comité de Pilotage pour information.	
Suivi des modifications :	Version	Mise à jour
	0.1	Création du document
	1	Document validé

Participants :

NOM, Prénom	ORGANISATION
CHEVIGNON Maud	SAFER L-R
BARTHES-ESTELA Sylvie	Chambre Régionale d'Agriculture L-R
DEVAUCHELLE Robert	IFN Sud-Est
BOSSAERT Mathieu	Conservatoire des Espaces Naturels L-R
CROS Myriam	EID-Méditerranée
DERUETTE Florian	EID-Méditerranée
GRENAUD Emilie	Entente pour la Forêt (Pônt)
PETIT HUGON Philippe	SIG L-R
COSTE Silvan	SIG L-R
NOUCHER Matthieu	IETI Consultants

Déroulement de la réunion

- 1- Présentation de la démarche « Infrastructure de Données Géographiques en Languedoc-Roussillon ».
- 2- Présentation de la notion d'Infrastructure de Données Géographiques (IDG).
- 3- Synthèse des résultats de l'enquête.
- 4- Débat sur les besoins fonctionnels.
- 5- Débat sur la future Infrastructure Régionale de Données Géographiques.

Présentation de la démarche IDG en Languedoc-Roussillon

Le contexte et les enjeux

En guise d'introduction Philippe PETIT-HUGON présente l'Association SIG L-R. Silvan COSTE fait ensuite le bilan des actions du groupe de travail « Mutualisation » et les résultats des enquêtes sur le partage de données et d'outils. C'est effectivement dans le cadre de son programme « Mutualisation d'informations géographiques en Languedoc-Roussillon », que l'Association SIG L-R a lancé une étude pour la définition d'une Infrastructure de Données Géographiques en Languedoc-Roussillon.

Il a été rappelé que la vocation fondamentale de l'association est de permettre l'échange et l'utilisation de l'information géographique dans une perspective de connaissance et d'analyse des territoires. SIG L-R s'inscrit ainsi dans une logique d'accompagnement et de facilitation de la mise en œuvre des politiques publiques.

Les objectifs opérationnels que se fixe SIG L-R, dans le respect de l'autonomie scientifique et administrative de ses membres, ont été présentés, à savoir :

- ◆ la diffusion et la promotion de l'information géographique,
- ◆ le partage des savoir-faire entre ses membres,
- ◆ faciliter le montage et le portage de projets par ses membres,
- ◆ l'acquisition, la mise à disposition de produits et bases de données géographiques.

Il a notamment été souligné que les problématiques de mutualisation et d'infrastructure de données géographiques sont d'actualité au-delà de la région Languedoc-Roussillon. Ainsi, au niveau européen, la directive communautaire « INSPIRE - Infrastructure d'information spatiale en Europe », entrée en vigueur le 15 mai 2007, imposera à compter de 2010, le recensement des données géographiques existantes et l'amélioration de leur accessibilité et de leur interopérabilité. Il s'agit donc d'un enjeu majeur, qui aura un fort impact sur la manière dont seront utilisés les systèmes d'information géographique identifiés au sein des services de l'Etat, des collectivités territoriales et autres organismes publics (chambres consulaires, établissements publics...). Au delà de cette échéance réglementaire incontournable, cette directive s'inscrit dans une dynamique de mutualisation aujourd'hui adoptée par nombre de régions françaises et européennes.

L'étude en cours

Matthieu NOUCHER, en tant qu'assistant à maîtrise d'ouvrage pour la définition du projet d'infrastructure de données géographiques de SIG L-R, a ensuite présenté les objectifs et le planning de l'étude en cours.

L'objectif principal de l'étude est d'étudier la création d'un espace collaboratif régional où pourraient être, par exemple, recensées et cataloguées, voire coproduites, les données géographiques existantes en région. L'ambition du projet est de définir aussi bien les aspects techniques, que les aspects organisationnels, financiers et juridiques d'un tel projet.

Les différentes phases et le calendrier de cette étude lancée au mois de janvier 2010, sont présentés aux participants :

Etapas	Libellé	Délais
	Confirmation commande	04/01/2010
Phase 1 : état des lieux et synthèse opérationnelle		
1	Réunion de lancement	Janvier 2010
2	Enquête Internet	Février 2010
3	Réunions et comptes-rendus	Février - Mars 2010
4	Synthèse opérationnelle	Mars 2010
5	Réunion de validation intermédiaire	Avril 2010
Phase 2 : comparaison de scénarios		
6	Comparaison de scénarios	Mai 2010
7	Réunion de validation intermédiaire	Mai 2010
Phase 3 : rédaction du DCE		
8	Rédaction du DCE	Juin 2010
9	Réunion de validation finale	Juin 2010

La première phase doit s'appuyer sur une enquête Internet auprès de la sphère publique prolongée par des réunions dans chaque département. L'objectif est de compléter les enquêtes précédemment réalisées par SIG L-R en recueillant l'avis des organismes publics sur les enjeux et le périmètre fonctionnel de la future infrastructure.

La notion d'Infrastructure de Données Géographiques

Matthieu NOUCHER fournit quelques éléments explicatifs de la notion d'infrastructure de données géographiques. Il détaille en particulier les cinq composants majeurs de toute IDG :

- Des données géoréférencées (= couches SIG)
- Une documentation sur les données (= métadonnées)
- Une stratégie politique (= charte partenariale)
- Des outils de découverte des données (= catalogue et cartographie en ligne)
- Des mécanismes facilitant l'accès (gratuit ou payant) aux données (= espaces de téléchargement ou web services géographiques...).

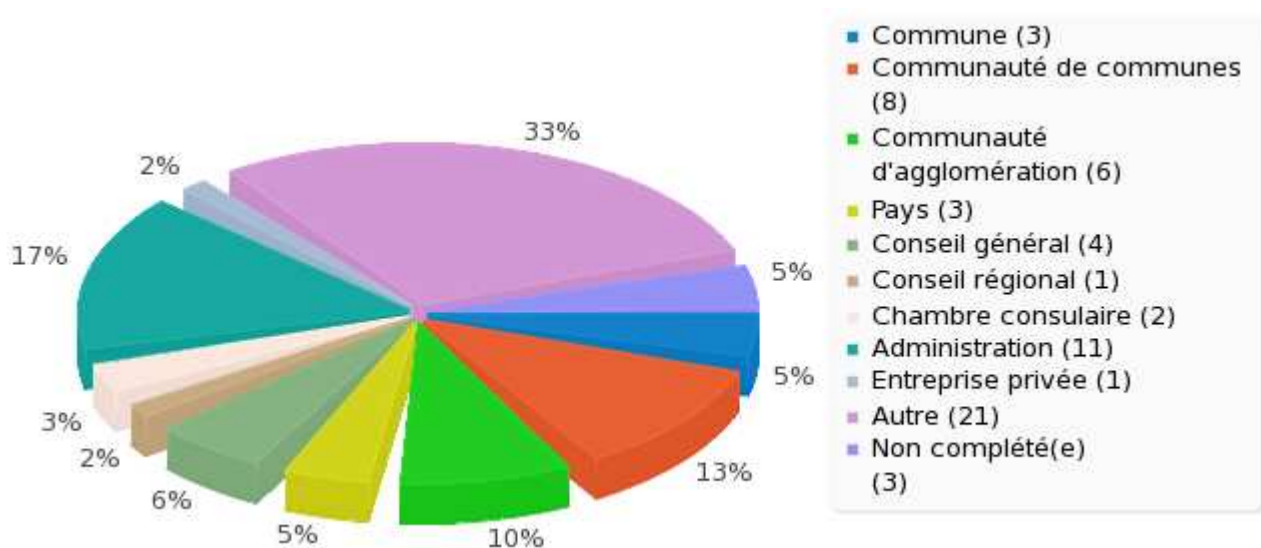
D'autres éléments de définition sont fournis dans le support projeté et associés au compte-rendu. Pour compléter cette présentation, trois projets d'infrastructures régionales de données géographiques sont présentés :

- **GéoBretagne** pilotée par la Préfecture de région et le Conseil Régional, qui existe depuis plusieurs années, dispose d'un portail Web. La plate-forme Web est limitée aux partenaires. En revanche une présentation du projet est disponible à l'adresse suivante :
<http://www.bretagne.equipement.gouv.fr/accueil/domaines/geobretagne/geobretagne2.htm>
Par ailleurs, l'outil (open source) utilisé pour la plate-forme Web est en démonstration à l'adresse suivante : <http://demo.georchestra.org/>

- **GéoCentre** est un projet de la Préfecture de région et du Conseil Régional du Centre, animé par le GIP RECIA. L'étude de faisabilité a eu lieu en 2008/2009. Les premières acquisitions à frais partagés ont été lancées et une plate-forme Web devrait prochainement voir le jour.
<http://www.recia.fr/article/archive/124>
- **GéoBourgogne** est un dispositif d'acquisition, de mutualisation et de partage de l'information géographique, mis en place dans le cadre du CPER 2007 - 2013 et d'un programme FEDER. En 2008, GéoBourgogne a fait l'acquisition à frais partagés de la BD ORTHO, et en 2009 du SCAN 25. En 2010, une action de sensibilisation et d'accompagnement au catalogage des données géographiques a été lancée dans tous les départements de Bourgogne.
<http://www.geobourgogne.fr/>

Synthèse des résultats de l'enquête

Une enquête Internet a été lancée début février 2010 pour recueillir les besoins de l'ensemble des membres de la sphère publique de Languedoc-Roussillon. La réunion à Lattes ayant lieu dès le 15 mars, les résultats présentés restent encore partiels : 62 réponses exploitables sont en effet disponibles à la date du 14/03/2010 selon la répartition suivante :



Une large majorité des réponses s'accorde à considérer que la démarche en cours de définition d'une infrastructure régionale de données géographiques est pertinente (87 %).

Le mode de fonctionnement actuel de l'Association SIG L-R n'est que peu commenté. Plusieurs répondants soulignent simplement que la participation à la vie de l'association est difficile du fait d'un manque de disponibilité, de l'éloignement de Montpellier, d'une méconnaissance de l'Association, ou encore parce que le SIG n'est qu'une activité secondaire.

Quelques commentaires généraux sont à souligner :

- Des organismes sont en lien direct avec l'IGN via leur ministère (accords nationaux) ; d'où un intérêt limité pour l'acquisition à frais partagés de données déjà disponibles.
- La nécessité de travailler en cohérence avec les infrastructures infra et supra régionales est soulignée.
- Le problème de la confidentialité de certaines données est également mis en avant.
- Les architectures orientées services (fonctionnement par Web Services) sont sollicitées pour faciliter l'interconnexion des outils existants mais dans le même temps, plusieurs participants craignent des problèmes de performance.
- Plusieurs remarques tendent à considérer qu'au delà de la mutualisation des données et des outils, il serait intéressant de faciliter le partage de bonnes pratiques et les échanges méthodologiques.

Enfin, il est également à noter que bien que l'enquête se focalise sur les besoins fonctionnels, la problématique des données (déjà évoquée dans l'enquête de 2009) revient régulièrement.

Les résultats temporaires de l'enquête sont disponibles dans le diaporama joint au présent compte-rendu.

Un premier tour de table est organisé sur la question des **données** et **métadonnées**.

Le Conservatoire Régional des Espaces Naturels (CREN) participe au projet européen Nature SDIplus, pour lequel il va être mis en place un portail national basé sur MDWEB2. Le CEN LR va commencer cette année le catalogage de ses métadonnées sur ce portail. Les métadonnées y sont gérées via MDWeb. Mathieu BOSSAERT précise que le CREN anime actuellement le Système d'Information Nature et Paysage (SINP) sur le volet Faune. Le SINP est piloté par la DREAL et le Conseil Régional. L'objectif initial est de faire un inventaire des dispositifs de collecte de l'information nature et paysage. Cependant, aucun catalogue de métadonnées n'est pour le moment produit dans le cadre de ce projet. Il souligne que ce projet permet de mettre en évidence la multiplicité et la diversité des acteurs qui travaillent dans le domaine de la gestion des espaces naturels et de la biodiversité (administrations, collectivités, parcs, réserves, associations naturalistes, etc.). SIG L-R pourrait alors se positionner en accompagnement dans le volet « Information Géographique » de cette communauté actuellement encore très dispersée.

L'EID vient de se lancer dans un projet européen (LIFE+) pour la mise en place d'une Infrastructure de Données Géographiques propre aux métiers de la déoustication et de lutte antivectorielle. Le catalogage de données fera partie intégrante de ce projet qui ne fait que démarrer. Au-delà de ce projet européen, l'EID est producteur de trois ou quatre couches d'information qui sont d'ores et déjà cataloguées. Des tests de moissonnage sont en cours sur la nouvelle version de MDWeb (v. 2).

L'IFN se positionne avant tout comme un producteur de données géographiques intéressé par les dynamiques régionales. Ainsi, une production spécifique a été récemment réalisée pour le CRIGE PACA.

L'Entente pour la Forêt Méditerranéenne a répondu à une demande de l'Etat Major de zone qui souhaitait tester un géocatalogue. Des tests sur GeoSource ont été effectués notamment autour de la base de données des équipements de protection incendie (co-

produite par ONF, DTD, SDIS, PÔNT). Cependant, le catalogue mis en place lors du test n'est pas suffisamment alimenté pour constituer une ressource pertinente. Emilie GRENAUD suit avec attention les travaux de l'Association SIG L-R car, comme l'EID, son périmètre d'intervention dépasse la région Languedoc-Roussillon mais l'échelon régional semble un bon appui pour consolider données et métadonnées.

La Chambre Régionale d'Agriculture est davantage utilisateur de données géographiques que producteur. Par ailleurs, des outils bénéficiant d'un portage national sont disponibles dans toutes les chambres d'agriculture. Ainsi la suite « MesParcelles » permet aux agriculteurs de disposer d'un outil de suivi de leurs activités. Celui-ci permet également de consolider une base d'occupation des sols et d'enregistrement des pratiques. En Languedoc-Roussillon, cette base couvre aujourd'hui 300.000 ha. L'objectif est qu'à compter de fin 2011, plus de 50 % de la région soit couverte. Les données d'occupation des sols et d'enregistrements des pratiques seront prochainement diffusées et valorisées (sous la forme d'un environnement Web de consultation cartographique). Elles pourraient être diffusées à travers les canaux de SIG L-R. Il n'y a pas de catalogue de métadonnées disponible.

Comme la CRA, la SAFER ne crée pas de donnée mais l'utilise. Rien n'est très structuré du côté des métadonnées mais le besoin est d'ores et déjà identifié. Un premier catalogue avait été mis en place dans l'Aude en 2004 avec une cellule cartographique qui réunissait Chambre d'Agriculture, SAFER, COSYLVA et CNASEA. Mais les normes n'étaient pas encore au point et ce catalogue est aujourd'hui obsolète.

Enfin Florian DERUETTE (EID), qui anime le groupe Catalogage de SIG L-R, pointe, au-delà des aspects techniques, les volets organisationnels de cette activité : il est nécessaire de savoir qui fait quoi, qui administre quoi, etc. Il est également souligné que le moissonnage est une opération technique prometteuse mais encore en test actuellement.

Un deuxième tour de table est ensuite engagé sur les **outils de consultation**, d'**accès** ainsi que sur les **modules collaboratifs** :

L'ensemble des participants s'accorde à considérer que leur besoin va au-delà du simple aperçu de la donnée mais reste tout de même en deçà de la mise à disposition d'environnement de consultation personnalisé, chacun disposant de ses propres outils.

La Chambre Régionale d'Agriculture considère qu'il est important de « donner à voir les données géographiques ». Ainsi, une interface de consultation avancée est souhaitée. Des fonctions d'extraction et d'accès aux données (avec des droits différenciés à paramétrer) sont également à promouvoir. En revanche des fonctions de création collaborative de données semblent arriver un peu tôt. Elles seraient à envisager une fois le projet réellement monté en charge.

L'EID considère qu'une interface simple de consultation multi-thématiques (pouvoir croiser les couches) des données serait suffisante. Les fonctions d'analyse des données ne semblent pas prioritaires dans la mesure où chacun dispose de ses propres outils. Concernant l'accès aux données, les Web Services sont en test pour des besoins

internes (l'EID dispose de plusieurs sites distants où sont utilisées les données géographiques).

Le CREN utilise les outils du Ministère (CARMEN). Les fonctionnalités offertes par cette outil pourrait correspondre à ses attentes. L'accès via un espace FTP fonctionne bien.

L'Entente pour la Forêt Méditerranéenne a réalisé des tests sur les services Web mis à disposition par GeoSignal, notamment. Pour le moment, il n'y a pas de positionnement officiel sur le sujet.

La Chambre d'Agriculture et la SAFER utilisent avec succès les dispositifs d'accès par Web Services mis en place par la DIREN et prévoient de se mettre en capacité de diffuser des données géographiques sous la forme de services Web.

Concernant les modules collaboratifs, les participants considèrent que ces éléments devraient faciliter le partage de ressources documentaires et les actions des groupes de travail.

Deux grands types d'actions collaboratives sont alors envisagés :

- Des actions de veille dont l'objet principal est la Géomatique : par exemple, sur les aspects juridiques, le niveau régional est pertinent pour se faire le relais des politiques nationales et débloquent certains verrous qui bloquent les organisations faute de compétence en la matière.
- Des actions d'échange, voire de coproduction, dont l'objet principal est thématique : par exemple, l'activation de groupes de travail métier dédiés à la gestion des espaces naturels, au littoral, à l'environnement, etc.

Débat sur la future Infrastructure régionale de Données Géographiques

Les contours de la future IDG de Languedoc-Roussillon sont ensuite « interrogés » à travers sept questions clés :

- Pourquoi ? Les objectifs
- Avec qui ? Les acteurs
- Quoi ? Le contenu (données et outils)
- Comment ? La démarche
- Où ? L'articulation avec l'existant
- Quand ? Le planning
- Combien ? Le budget.

Pour chacun de ces points, les participants sont invités à réagir.

Les **enjeux** autour du projet :

Au niveau des enjeux, l'EID considère que l'IDG devrait jouer un rôle d'aménageur du territoire en facilitant la diffusion des technologies de l'information géographique. Il semble effectivement nécessaire de prendre en compte les acteurs qui ne peuvent se structurer. Par exemple, sur la problématique des métadonnées, l'Association devrait offrir un outil de recherche/consultation, des fonctions de moissonnage mais aussi des fonctions de saisie en ligne. Par ailleurs, les travaux de certains syndicats sur les zonages environnementaux mettent en évidence des lacunes méthodologiques

(associées à un manque d'outils, de données, de ressources). Il semble alors nécessaire de sensibiliser ces acteurs à l'information géographique.

Le CREN considère qu'il est effectivement nécessaire de trouver des arguments pour convaincre les décideurs et rendre plus visible et légitime le travail sur l'information géographique.

La SAFER considère qu'il s'agit essentiellement d'un problème de ressource et de budget.

Pour l'Entente pour la Forêt Méditerranéenne, l'exemple des SDIS est significatif. Sauf exception le SIG n'est perçu que comme un outil de production cartographique. Il n'est pas associé à une réflexion sur la pérennité et la valorisation des données. Cette situation témoigne de l'intérêt de disposer de dynamiques (régionales) de mutualisation qui, par un travail de communication, vont faire prendre conscience aux décideurs des enjeux. Les dynamiques régionales sont un bon relais pour convaincre.

Les **acteurs** à associer au projet :

Silvan COSTE souligne la difficulté à impliquer les gestionnaires de réseaux qui ne sont pas présents à cette réunion bien que certains aient été invités.

Les participants s'accordent à considérer qu'il est nécessaire de poursuivre la communication auprès d'eux et qu'ils rejoindront certainement la dynamique une fois qu'elle aura fait ses preuves. Plusieurs pourraient être intéressés par des groupes de travail que les derniers dispositifs réglementaires tendent à solliciter : cartographie des réseaux souterrains, cartographie des réseaux haut débit, etc.

L'**articulation** des réseaux entre eux :

L'Entente pour la Forêt Méditerranéenne souligne son positionnement de relais des instances régionales auprès de sa sphère thématique. Ainsi, comme en PACA, il est nécessaire d'avoir une organisation claire en Languedoc-Roussillon. L'entente anime un réseau DFCI interrégional qui correspond en PACA au pôle métier « DFCI ».

L'EID, qui intervient sur deux régions, souligne que sa présence en PACA (où le CRIGE dispose d'une bonne visibilité) lui donne plus de légitimité pour participer aux travaux de Languedoc-Roussillon.

La question des relais départementaux est également évoquée car ils apparaissent, même pour les acteurs (supra-) régionaux, comme des leviers indispensables.